

Bolivie : un pays en transformation

mardi 22 octobre 2019, par [ARAUZ Andrés](#), [BUNKER Andrew](#), [JOHNSTON Jake](#), [WEISBROT Mark](#) (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2019).

Rapport publié par le Centre de recherches économiques et politiques (CEPR)

<http://cepr.net/images/stories/reports/bolivia-macro-2019-10.pdf>

L'économie de la Bolivie a subi une transformation économique structurelle durant la présidence d'Evo Morales. Le PIB réel (ajusté en fonction de l'inflation) par habitant a augmenté de plus de 50% au cours de ces 13 dernières années. C'était deux fois le taux de croissance de la région Amérique latine et Caraïbes. Même si l'économie régionale latino-américaine a ralenti au cours des cinq dernières années, la Bolivie a enregistré la plus forte croissance du PIB par habitant en Amérique du Sud.

Au cours des 13 dernières années, la Bolivie a enregistré des excédents de balance des paiements, ce qui a contribué à maintenir la stabilité macroéconomique. La solide croissance économique du pays a considérablement contribué à la réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Le taux de pauvreté est tombé en dessous de 35% (contre 60% en 2006) et le taux d'extrême pauvreté est de 15,2% (contre 37,7% en 2006).

La transformation économique de la Bolivie a été possible grâce aux transformations politiques globales dans le pays. Ceux-ci comprenaient une nouvelle constitution avec des mandats économiques importants ; la nationalisation et la propriété publique des ressources naturelles et de certains secteurs stratégiques de l'économie ; investissements publics redistributifs et politiques salariales ; coordination des politiques entre la Banque centrale et le ministère des Finances ; et les politiques monétaire et de taux de change visant à dépolluer le système financier bolivien.

La renationalisation des hydrocarbures en 2006 a été vitale pour le progrès économique et social de la Bolivie depuis lors. Au cours des huit premières années de l'administration Morales, les recettes tirées des hydrocarbures par le gouvernement national ont été multipliées par sept, passant de 731 millions de dollars à 4,95 milliards de dollars. Bien que cette hausse soit due en partie à la hausse des prix, la plupart résultait de la nationalisation et des modifications apportées à la politique.

L'importance de la nationalisation des hydrocarbures par le gouvernement pour le progrès économique de la Bolivie au cours des 13 dernières années ne saurait être trop soulignée. Ces recettes étaient essentielles pour permettre au gouvernement de parvenir à la stabilité macroéconomique (par exemple, éviter les problèmes de balance des paiements, maintenir un taux de change stable, augmenter considérablement l'investissement public) et financer les dépenses sociales.

Il est également clair que la capacité du gouvernement à choisir cette voie beaucoup plus productive n'a été possible qu'après avoir été libérée des contraintes imposées par les accords du FMI. Lorsque Evo Morales est arrivé au pouvoir en 2006, la Bolivie était liée par des accords de prêt avec le FMI depuis 20 ans et son PIB par habitant était inférieur à celui de 1980. Plusieurs documents du FMI montrent que le Fonds s'oppose à toute forme de nationalisation ou même à toute forme de

nationalisation. tentatives moins importantes d'accroître le contrôle du gouvernement sur les ressources en hydrocarbures. « Les services du [FMI] ont salué l'engagement du président [Carlos] Mesa de mettre son veto à toute loi inappropriée sur les hydrocarbures », a annoncé le cinquième réexamen du fonds en vertu de l'accord de confirmation (prêt) en mars 2005, un peu plus d'un an avant la nationalisation dirigée par Mesa successeur, Evo Morales.

Bien que certaines des politiques économiques menées par la Bolivie au cours des 13 dernières années s'inscrivent dans le respect des prescriptions politiques standard, d'autres impliquent l'utilisation d'une boîte à outils élaborée de manière interne et hétérodoxe.

Par exemple, la Banque centrale a appliqué une politique monétaire non conventionnelle par le biais d'un programme d'assouplissement quantitatif commençant en 2010, afin d'acheter des instruments financiers émis par des entreprises d'État ainsi que des obligations d'État. En décembre 2018, près de la moitié (44%) du bilan de la Banque centrale était investi dans des actifs nationaux (contre 12% en 2010). Il est à noter que cette augmentation significative de la masse monétaire créée par la Banque centrale ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du taux d'inflation des prix. Les fonds de la Banque centrale sont destinés à contribuer au programme d'investissement de la Bolivie dans les dépenses d'investissement stratégiques de ses entreprises d'État.

L'engagement du gouvernement en faveur de l'investissement public est également en dehors de la sagesse conventionnelle actuellement dominante et a maintenu l'investissement public bolivien en pourcentage du PIB au plus haut niveau en Amérique latine. L'investissement global (public et privé) a également été considérablement plus élevé que par le passé pour la Bolivie, représentant en moyenne 21,8% du PIB au cours des cinq dernières années. Et les efforts de la Bolivie pour promouvoir la croissance économique ont été concentrés sur le marché intérieur, conformément à sa stratégie de développement.

La modification de la taille du système financier bolivien a également été impressionnante. Les dépôts ont augmenté en moyenne de 14% par an (entre 2008 et 2019). Le taux de change et les politiques monétaires de la Bolivie ont été des facteurs clés dans la revitalisation du système financier : la part des dépôts en dollars dans le système financier est passée de 34% en 2008 à 1% en 2019, grâce à une combinaison de mesures dissuasives et réglementaires. Les prêts dirigés aux secteurs productifs et les plafonds de taux d'intérêt bas font partie de la panoplie d'outils déployée avec succès par les autorités monétaires. Le crédit total dans le système financier a augmenté en moyenne de 16% par an depuis 2008.

Cependant, des défis importants demeurent. Bien que la Bolivie ait connu une croissance économique soutenue au cours de ces années, elle reste l'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud. Son secteur exportateur reste concentré en termes de produits et de destinations. La croissance des investissements de la Bolivie s'est récemment traduite par des déficits importants de la balance courante, toujours durables, et des déficits importants du secteur public non financier. La Banque centrale a contribué à cela en finançant les dépenses en capital des entreprises d'État. Aucun risque majeur n'est prévu pour le compte capital de la Bolivie, mais il convient de noter qu'un important stock d'actifs financiers de la Bolivie est déposé à l'étranger. La dette publique libellée en devises de la Bolivie a récemment augmenté, mais elle ne pose pas de risque à court ou à moyen terme, principalement parce qu'elle est à très long terme et également concessionnelle (c'est-à-dire

Les autorités boliviennes encouragent d'importants investissements dans la souveraineté alimentaire et s'efforcent de devenir une puissance agricole afin de diversifier leur économie. Ils attirent également des investissements considérables pour industrialiser leurs matières premières, dans le but de devenir un leader mondial dans l'exportation de batteries au lithium. Ces investissements stratégiques font partie de l'Agenda Patriótica 2025 de la Bolivie, qui oriente sa politique

économique à moyen terme.

Andrés Arauz
Mark Weisbrot
Andrew Bunker
Jake Johnston

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

<http://alter.quebec/bolivie-un-pays-en-transformation/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)